

Relevons notre République, bien malade...

Article 1° de la constitution française : « *La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée ...* ». Article 2 : «... *La devise de la République est « Liberté – Egalité – Fraternité »*

En novembre 2008, nous écrivions un texte intitulé : « *Pour une République respectable et respectée* ». (1) Ce texte intervenait après l'émoi qu'avait provoqué le fait que la Marseillaise fût sifflée par une grande partie du public venu assister à un match de football France – Algérie. Cet évènement avait soulevé, chez certains, une vague d'indignation, jusqu'au plus haut niveau de l'appareil d'Etat.

D'aucuns avaient aussitôt enfourché leur plus beau cheval blanc avec la ferme intention de pourfendre celles et ceux qu'ils qualifiaient alors d'irrespectueux envers la République française. Qui plus est, ces sifflets avaient été émis par bon nombre de ce qu'il est convenu de nommer, dans une magnifique expression antirépublicaine, « français issus de l'immigration ». Antirépublicaine bien sur, car, en l'occurrence, il n'y a pas cinquante solutions : soit un individu est français, au sens où il détient la nationalité française, soit il ne l'est pas, sans distinction d'origine comme l'indique l'article premier de notre constitution. C'est la raison pour laquelle ces sifflets montraient bien l'existence d'un malaise dans l'intégration républicaine.

Nous avons, toujours en novembre 2008, écrit un autre texte intitulé : « *Accueil et intégration* ». (2) Texte dans lequel nous tentions de démontrer tous les vices qui nous semblaient (et qui nous semblent toujours) inhérents à la notion d'intégration/assimilation et, à contrario, toutes les vertus

à l'œuvre dans la notion d'intégration/insertion. Nous n'y reviendrons pas, renvoyant celles et ceux qui le souhaitent à la lecture de ce texte.

Dans le premier texte cité, nous pointions, entre autres choses, l'incohérence qu'il y avait à demander du respect quand celui qui le demande n'est pas, lui-même, respectable. Par exemple, comment un professeur, un policier, un juge peuvent demander à être respectés uniquement de part leur position et leur statut s'ils ne sont pas, eux-mêmes, respectables et s'ils ne respectent pas leurs interlocuteurs ? Inconcevable, d'autant qu'il s'agit bien là de fonctions qui confèrent du pouvoir sur autrui. Nous défendons l'idée de dire que plus un pouvoir est grand, plus il doit augmenter la responsabilité de celui qui le détient. Alors, oui ces gens là ne doivent pas être respectés uniquement de part leurs fonctions, mais aussi et surtout parce qu'eux-mêmes sont respectueux d'autrui, en toutes circonstances. Sinon, nous sommes bien dans le tristement fameux « faites ce que je dis, mais ne faites pas ce que fais » et, en ces temps où la notion d'exemplarité est pointée comme étant de plus en plus manquante, cela ne manque pas de poser problème.

Il doit en aller de même pour la République française et, déjà dans ce texte de 2008, nous avons démontré, au travers de l'analyse de notre devise « Liberté – Egalité – Fraternité », qu'il n'en était rien. Au risque de paraître quelque peu prétentieux, force est de constater que nous avons raison. C'est ce que démontrent deux faits de l'actualité récente. Faits qui, même s'ils ont été quelque peu relayés médiatiquement, n'ont pas soulevés de grands débats.

Le premier fait est un sondage paru, entre autres, dans Le Nouvel Observateur.com. Il montre que 55% des personnes interrogées estiment que la Liberté est en régression en France. Environ 60% des français pensent que la notion d'Egalité diminue. Ce chiffre étant à peu près le même pour celles et ceux qui pensent que la Fraternité est de moins en moins de mise. Même si ce sondage fait apparaître quelques clivages droite/gauche, il montre bien qu'au-delà de cette

classification, les français se rassemblent aujourd'hui pour considérer, très largement, que ces trois valeurs républicaines essentielles sont en net recul. Les résultats et l'analyse de ce sondage montrent aussi que, conjoncturellement, il y a certes un pessimisme de crise qui s'exprime là, mais pas seulement. En effet, au-delà, nous assistons bien à une alarmante perte de repères, à un inquiétant délitement du projet collectif, à un net recul des frontières de l'Etat Nation. Pire encore : quand ce sondage demande quelle personnalité française symbolise le mieux notre devise ternaire, environ un français sur deux ne parvient pas à répondre. Nous assistons donc bien là à un déficit d'incarnation des valeurs républicaines.

Les banlieues dites sensibles se sont transformées en ghettos d'où la République et ses représentants sont de plus en plus absents. Le service public est en dissolution annoncée, programmée et avancée. La médecine est à plusieurs vitesses et elle se marchandise de plus en plus. La protection sociale se délite inexorablement. Le fossé entre les plus riches et les précaires se creuse pour devenir abîme. Les gardes à vue s'intensifient de manière dégradante et humiliante dans le seul but de faire du chiffre. Notre système pénitentiaire produit de plus en plus de récidive en ne respectant pas les plus élémentaires des Droits de l'Homme et sans que la délinquance ne diminue pour autant. L'individualisme devient la règle. Les Droits de l'Homme sont quotidiennement bafoués dans le pays qui les a créés. La justice est de moins en moins juste car elle est de plus en plus clémentine avec les puissants, les délinquants en col blanc et sévère avec les faibles. Nous pourrions multiplier ce genre d'exemples à l'infini et ce sondage montre bien qu'il n'y a aucun déclinisme, ni aucun pessimisme, mais du réalisme à dire cela. Le second fait est le constat effectué par Jean Paul Delevoye, médiateur de la République, dans le Monde.fr. L'état des lieux qu'il nous propose dans le rapport annuel qu'il a remis le 23 février dernier au président de la République et au Parlement parle d'une « société émietlée et en tension ». Il est inquiet

quant au diagnostic porté sur l'état du pays car il perçoit, au travers des dossiers qui lui sont adressés, « une société qui se fragmente, où le chacun pour soi remplace l'envie de vivre ensemble ». Il constate « qu'un fossé s'est creusé entre le citoyen et l'Etat et de plus en plus de personnes se sentent mal défendues par ce même Etat ». Par ailleurs, il constate que, « malgré l'existence d'amortisseurs sociaux, l'angoisse du déclassement augmente ». Il est frappé par la « cohabitation de deux types de société : l'une officielle, que nous connaissons tous, l'autre plus souterraine qui vit d'aides, de travail au noir et de réseaux. Ces deux sociétés ont des fonctionnements parallèles, elles ont leur propre langage, leur propre hiérarchie et leur propre chaîne de responsabilité ». Sa conclusion est de nous mettre en garde car « politiquement cela peut mal tourner et l'histoire a déjà montré que le ressentiment et la peur nourrissent le populisme ».

La République française est donc bien malade. Elle n'est certes pas mourante, mais si nous ne nous penchons pas immédiatement à son chevet, nous risquons d'entendre bientôt son dernier râle. Alors, parlons de la République encore et encore.



Actuellement, nous assistons bien au démantèlement de la puissance publique, au démembrement de la fonction publique et de la notion républicaine de service public égalitaire pour toutes et tous, à la mise en cause des valeurs et des principes républicains, notamment au travers des attaques quotidiennes que subit le principe de laïcité. Ces mises en cause sont sournoises car elles interviennent dans les profondeurs des relations économiques, sociales, culturelles et politiques. Qui plus est, comme nous l'avons écrit plus haut, elles sont mises en œuvre par beaucoup trop d'acteurs sociaux et autres politiciens menteurs qui nous affirment, dans un faux discours de façade, défendre ces mêmes valeurs républicaines. C'est sûrement là, en grande patrie, qu'il faut voir une des explications majeure à l'abstention toujours plus importante à chaque élection.

Nous sommes, par trop, dans un temps du tout évaluation uniquement en terme de valeur marchande, concernant l'éducation, l'instruction, les formations, l'école, la culture, la santé, la justice et même le bonheur. A la recherche du sens, à la quête des origines, de l'identité est

opposé l'éclatement communautariste. Plutôt que de revaloriser un des socles essentiels de notre identité nationale française, à quoi assistons nous actuellement ? Au fait que même ceux qui, institutionnellement ou idéologiquement, ont en charge notre République (gouvernements successifs, corps de l'Etat, certains syndicats, certains partis de gauche ou de droite, certaines associations ...) font de moins en moins barrage aux attaques dont elle est victime. Pire encore, eux-mêmes, pour certains, sont à l'origine de ces attaques. On n'est jamais aussi bien trahi que par les siens, la mode, la sottise et certains médias aidant.

Aujourd'hui, cette République, qui est en principe notre charte fondatrice, n'est plus très brillante dans les faits. Elle pourrait résister si ses principes étaient vraiment appliqués, si ses valeurs étaient mieux diffusées et enseignées. La République n'est rien si elle n'est pas peuplée de républicains. Mais, on ne naît pas républicain, on le devient, pour paraphraser Simone de Beauvoir, car personne n'est républicain par « l'opération du saint esprit ». La République doit être expliquée, défendue, démontrée et appliquée constamment et sans relâche car ses principes et ses valeurs ont une cohérence, une plénitude et une pertinence dont on trouve peu d'équivalents politiques. Alors, soignons la et guérissons la, toutes et tous, ensemble. Comme disait, en 1795, Donatien Alphonse François de Sade, militant révolutionnaire, « Français, encore un effort si vous voulez être républicains ».

Hervé BOYER

(1) [Pour-une-Republique-respectable-et.html](#)

(2) [Accueil-et-integration.html](#)